

LA DÉMISSION de l'Europe et ses conséquences pour Israël

Manfred Gerstenfeld

Manfred Gerstenfeld est président
du Conseil d'administration du
Jerusalem Center for Public Affairs,
rédacteur en chef de *Jewish
Political Studies Review, Changing
Jewish Communities, Post-
Holocaust and Anti-Semitism,
Jerusalem Viewpoints, Jewish
Environmental Perspectives.*

Les relations entre l'Europe et Israël sont complexes et historiquement chargées. Les divergences politiques se sont progressivement intensifiées au cours des dernières décennies, bien qu'on ait assisté à des revirements temporaires de cette tendance, par exemple après les accords d'Oslo de 1993 et les accords de Wye de 1998. De même, après le désengagement israélien de Gaza en

août 2005, l'Union européenne a émis quelques propos amènes sur Israël. De nombreux observateurs s'interrogent sur la durée d'une telle attitude. Bien peu croient à un renversement durable de la tendance qui a prévalu pendant des décennies.

Alors que les relations politiques se sont progressivement détériorées, dans des domaines comme le commerce, la science, la culture et le sport, les relations entre l'Europe et Israël se sont développées et n'ont été affectées que de façon limitée par les différends politiques.

Lorsqu'on procède à une évaluation des relations israélo-européennes, il est erroné de tenter d'établir une moyenne générale des divers domaines. Le tort profond causé à Israël par l'Europe dans le domaine politique peut conti-

nuer à poser des problèmes tels qu'ils domineront progressivement tous les autres aspects de cette relation.

L'incessante critique discriminatoire que réserve l'Union européenne à Israël indique que les problèmes résultent d'abord et surtout des caractéristiques de l'Europe, de son histoire et de sa conception du monde. Le sujet étant trop complexe pour être analysé intégralement et avec concision, on peut tout au plus en examiner l'un des principaux paradigmes.

Les trois grandes erreurs stratégiques de l'Europe d'après-guerre

L'analyse de cette relation et de la façon dont les grandes erreurs stratégiques commises par l'Europe au cours des dernières décennies ont exercé un impact sur Israël s'avère particulièrement révélatrice. À l'instar de toutes les autres entités politiques, l'Europe a commis de nombreuses erreurs au cours de son histoire d'après-guerre. Un indice majeur des caractéristiques structurelles du continent réside dans le fait que, pendant la Seconde Guerre mondiale, l'Europe démocratique, à l'exception du Royaume-Uni, fut incapable de résister à l'agression nazie. Pas plus qu'elle ne fut capable de se libérer sans le soutien déterminant des Américains et les efforts considérables déployés par les Russes.

Dans l'après-guerre, trois grandes erreurs stratégiques de l'Europe ressortent nettement. Toutes affectent la relation israélo-européenne et certaines exercent également une influence décisive sur la situation actuelle des Juifs dans les sociétés européennes. L'une de ces grandes erreurs fut la réticence à assumer la prise en charge de sa propre défense, autant qu'elle le pouvait, contre le totalitarisme communiste. L'Europe fut contrainte de compter, dans une certaine mesure, sur les États-Unis – pour bénéficier du bouclier atomique – mais elle n'investit pas de véritable effort pour réduire cette dépendance, alors que vers la fin des années 1950 et, de toute évidence dans les années 1960, elle possédait la plupart des conditions de base pour assumer une plus grande part des frais de sa propre défense.

Sur le plan démographique, l'Europe occidentale était suffisamment peuplée pour résister au bloc soviétique. Elle ne souffrait pas non plus, dans cet affrontement, de contraintes économiques. Le produit national brut y était bien plus important que celui du bloc communiste. Les capacités technologiques l'emportaient de loin sur celles de l'Union soviétique et de ses satellites. Si le communisme et l'Union soviétique se sont effondrés au cours des années 1980, le mérite en revient largement à la pression exercée par les États-Unis, en particulier sous la présidence de Reagan. Les efforts de l'Europe occidentale, destinés en grande partie à apaiser les régimes totalitaires, n'ont joué aucun rôle dans ce processus.

La guerre yougoslave

La tiédeur de l'attitude européenne vis-à-vis de sa propre défense a entraîné de multiples conséquences. Des indices déterminants montrent que la tendance à dépendre d'autrui a profondément imprégné le mode de fonctionnement de l'Europe. Durant les guerres yougoslaves du milieu des années 1990, l'échec s'est avéré patent. Des centaines de milliers d'Européens ont été massacrés par d'autres Européens, sous les yeux d'une Europe occidentale passive, alors que les partis d'opposition en Yougoslavie étaient loin de posséder des armées invincibles.

En 1993, dans l'enclave bosniaque de Srebrenica, le général français Philippe Morillon donna des garanties à la population locale – au nom de l'ONU – assurant que la ville leur offrait un abri sûr. L'Europe ne manifesta aucune détermination à respecter cette promesse. Lorsque les Serbes bosniaques conquièrent la ville en 1995, le gouvernement néerlandais donna l'ordre à ses soldats – l'unique contingent onusien présent dans la ville – de s'enfuir, plutôt que de tenter de protéger la population locale, si limitées que fussent ses possibilités. On estime que 7 500 bosniaques furent massacrés.

Pour mettre fin à la guerre dans une Yougoslavie en pleine décomposition, l'Europe eut à nouveau recours, massivement, à l'aide des États-Unis. Des centaines de milliers d'Européens victimes des épurations ethniques devinrent cependant des réfugiés ; ils le demeurent jusqu'à aujourd'hui. Plus récemment encore, l'Europe s'est avérée incapable de défendre les Serbes du Kosovo.

Le peu d'intérêt manifesté depuis longtemps à l'égard des menaces terroristes émanant du monde musulman et de ressortissants des communautés musulmanes locales est lié à sa faible résistance et à sa conception de l'apaisement. Comment peut-on attendre de gens qui furent peu enclins à prendre en charge leur propre défense contre le communisme qu'ils se montrent disposés à prendre les énergiques mesures préventives qui s'imposent pour réduire les risques d'attentats terroristes ?

Conséquences négatives pour Israël

Ce fiasco stratégique majeur de l'Europe a eu de graves conséquences pour Israël. De nombreux Européens se sont montrés parfaitement incapables de comprendre les besoins actuels d'Israël en matière de défense. C'est là un autre aspect de l'état d'esprit européen lié à son incapacité passée à comprendre les enjeux de sa propre réalité militaire face à l'Union soviétique.

Quelle compréhension de la sécurité d'Israël peut-on attendre de l'actuel gouvernement socialiste suédois ? Ce pays n'a pas connu de guerre depuis plusieurs centaines d'années. Lorsque l'Allemagne nazie dominait

l'Europe, la Suède a collaboré avec elle. Le pays devint un refuge pour les criminels de guerre nazis après la guerre, et aucun n'y a été traduit en justice. Les Suédois n'ont pas non plus jugé leurs volontaires nazis passés au service des Allemands¹.

Au cours des années 1970 et 1980, le premier ministre socialiste Olof Palme ne cessa de temporiser avec l'Union soviétique et d'apaiser d'autres dictatures. Il ne fut même pas suffisamment réaliste pour se faire accompagner en permanence d'un garde du corps ; cela facilita son assassinat en 1986. Alors que les autorités suédoises exprimèrent systématiquement leur opinion sur la façon dont Israël devrait se comporter, elles se montrèrent par ailleurs si incompetentes qu'elles ne furent pas capables de traduire en jugement l'assassin de Palme.

Même à l'heure actuelle, les indices d'incompétence des autorités suédoises ne manquent pas dès lors qu'il est question de relever un véritable défi. De nombreux Suédois ont été tués ou blessés en Asie du sud-est lors de la catastrophe provoquée en décembre 2004 par un tsunami. Le gouvernement suédois s'est cependant montré particulièrement lent à acheminer les secours. On peut déduire de cet exemple que si les Suédois étaient confrontés à des défis de l'ampleur de ceux d'Israël, il est hautement improbable qu'ils sauraient y faire face.

Quelle compréhension de la réalité israélienne peut-on attendre du gouvernement socialiste espagnol du premier ministre José Luis Rodriguez Zapatero ? Arrivé au pouvoir à la suite du grand attentat terroriste perpétré à Madrid le 11 mars 2004 et de l'incapacité du gouvernement conservateur sortant de gérer alors la communication sur l'événement, Zapatero s'est empressé de retirer d'Irak les forces espagnoles. Ce fut là l'un des pires actes d'apaisement du terrorisme de la part des Européens, dans l'après-guerre. Jusqu'à présent, cette attitude semble avoir été payante, bien qu'il soit peu probable qu'elle le soit longtemps.

Pourtant, a priori, les conditions pour perpétrer un attentat de grande envergure paraissaient bien plus difficiles pour les terroristes en Espagne qu'en Israël. L'Espagne n'était pas confrontée à une infrastructure terroriste très développée située à quelques kilomètres seulement dans un territoire favorable aux terroristes, à savoir celui de l'Autorité palestinienne. C'est également un pays qui a accumulé de l'expérience dans la lutte contre le terrorisme de type basque. L'Espagne n'a cependant pas su éviter les attentats de Madrid, alors qu'Israël a, jusqu'à présent, déjoué d'innombrables attentats de grande envergure. Cette comparaison est une autre indication de l'incompétence des gouvernements européens lorsqu'ils sont confrontés à un défi majeur.

Srebrenica et Israël

Systématiquement, pendant de nombreuses années, les principales strates de la société néerlandaise – notamment le gouvernement, le Parlement, la famille royale, l'armée, les médias et les intellectuels – n'ont pas su appréhender le problème de Srebrenica de façon responsable. La conclusion principale du rapport officiel, publié sept ans après les événements, concernant ce que savait le gouvernement lorsqu'il décida de retirer les soldats néerlandais de la ville, est elle-même fautive².

La critique néerlandaise face à la dramatique indignité des Pays-Bas dans cette affaire fut bien plus clémentine que celle qui est fréquemment réservée à Israël³. Les critiques de ce dernier type se poursuivent sans vergogne même après qu'ait été largement exposé l'échec total des Pays-Bas confrontés au défi bien plus limité posé par Srebrenica.

Le système deux poids, deux mesures, adopté par les Pays-Bas est devenu encore plus flagrant lors des événements qui ont suivi l'assassinat du réalisateur néerlandais Theo van Gogh par l'extrémiste musulman Mohammed Bouyeri, début novembre 2004. Dans les jours qui suivirent, il y eut, aux Pays-Bas, davantage de tentatives d'incendies criminels contre des mosquées qu'Israël n'en avait connues au cours de son histoire.

Le gouvernement néerlandais déclara alors qu'il combattait le terrorisme par tous les moyens. Quelques jours plus tard, le premier ministre Jan Peter Balkenende et la reine des Pays-Bas adressèrent des condoléances à Suha Arafat, la veuve de l'homme qui aurait probablement remporté la palme si un concours avait été organisé pour élire « le terroriste du siècle ».

Dépendance énergétique

La réticence de l'Europe à affronter elle-même ses problèmes de défense autant qu'elle le pourrait et à compter bien plus qu'il n'est nécessaire sur les États-Unis, a considérablement influencé sa façon d'envisager les choses. L'Europe s'est ainsi mentalement préparée à une dépendance encore plus marquée à l'égard d'autrui, en l'occurrence le monde arabo-islamique et son pétrole. Alors que les Américains étaient les alliés naturels des Européens, des groupes entiers de populations des producteurs de pétrole du Moyen-Orient sont, idéologiquement, leurs adversaires.

Cette dépendance excessive a constitué la deuxième grande erreur stratégique de l'Europe d'après-guerre. Durant la majeure partie de l'après-guerre, non seulement l'Europe était assez riche et disposait de la technologie nécessaire pour prendre en charge l'essentiel de sa défense contre l'Union soviétique et le communisme, mais elle avait également les capacités financières et tech-

niques de mettre au point toute une gamme d'énergies de substitution susceptibles de réduire sa consommation de pétrole bien plus qu'elle ne le fit. Cette mesure aurait atténué sa dépendance à l'égard du monde arabo-musulman. L'Europe manquait cependant de volonté pour allouer les ressources suffisantes au développement de sources d'énergies de substitution. Elle n'investit pas non plus d'efforts suffisants pour utiliser l'énergie de façon plus efficace. On entend actuellement, de plus en plus souvent, des opinions selon lesquelles il est moins sûr pour les Européens de compter sur le pétrole des dictatures arabes ou islamiques que de dépendre de l'énergie nucléaire. Le temps le dira, mais alors, il pourrait bien être trop tard.

Le bouc émissaire de l'Europe

Pour Israël, les principales conséquences négatives de la deuxième grande erreur stratégique de l'Europe sont évidentes. La dépendance excessive de l'Europe à l'égard du pétrole des pays arabes et de l'Iran a créé des relations arabo-européennes dans lesquelles Israël est souvent devenu un bouc émissaire politique. Depuis des décennies, la France est en tête de cette approche hostile.

Cette attitude française consistant à améliorer sa propre position dans les pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient, au lieu de réduire sa dépendance à leur égard, a causé du tort non seulement à Israël, mais à l'ensemble du monde occidental. En 1977, le président français Valéry Giscard d'Estaing a donné asile à l'ayatollah Khomeiny, lui conférant par là même une respectabilité internationale. Les Français ont ainsi pavé la voie au premier État musulman intégriste qui a ensuite exporté à l'étranger aussi bien le terrorisme que des appels au meurtre sous la forme de fatwas.

La France fut également la principale instigatrice de la Déclaration de Venise de 1980 par laquelle l'OLP fut reconnue par l'Union européenne, et ce, en dépit du fait que sa charte appelait à la destruction d'Israël. En vue de comploter au monde arabe aux Nations unies, la France s'est montrée particulièrement active dans l'élaboration des dossiers anti-israéliens de l'Europe.

Les attaques déclenchées contre Israël ont été liées de différentes façons aux attaques lancées contre les Juifs. De nombreux experts affirment que la position anti-israélienne de la France a joué un rôle majeur dans le développement de l'infrastructure de l'antisémitisme en France. Dans un rapport de 2004, préparé à la demande du ministre français de l'Intérieur – aujourd'hui premier ministre – Dominique de Villepin, Jean-Christophe Rufin, spécialiste des droits de l'homme, a relié explicitement l'antisémitisme à l'état d'esprit anti-israélien prévalant dans ce pays : « Il n'est pas concevable aujourd'hui de lutter efficacement en France contre l'antisémitisme dans ses formes

nouvelles sans tout tenter pour rééquilibrer l'appréciation par l'opinion publique de la situation au Moyen-Orient 4. »

Un nouveau mythe européen

Il fallut alors rationaliser, sur le plan psychologique, la servilité politique européenne à l'égard du monde arabe. Cette rationalisation a conduit à la fausse affirmation de nombreux Européens selon laquelle le terrorisme islamique radical contre l'Occident ne cesserait ou, du moins, ne serait aisément vaincu, que si le conflit israélo-palestinien était résolu. Ce nouveau mythe, devenu partie intégrante du mode de pensée de l'Europe, aboutit à une chimère : une fois la paix israélo-palestinienne instaurée et les Américains partis d'Irak, l'Europe pourra vivre tranquillement, avec un approvisionnement en pétrole sans problème, à un prix raisonnable et sans s'inquiéter des terroristes islamistes.

L'un des instigateurs de ce mythe est le ministre espagnol des Affaires étrangères, le socialiste Miguel Angel Moratinos. Après les attentats à la bombe de Madrid, il déclara que les terroristes d'al-Qaeda et ceux qui avaient attaqué l'Espagne ne pourraient être vaincus que lorsque le conflit israélo-palestinien serait résolu 5. Cette fuite devant les réalités suppose qu'un événement unique pourrait diminuer de façon significative le phénomène complexe et tenace du terrorisme musulman, lequel comporte de nombreux éléments religieux et idéologiques.

Tentant d'expliquer les origines profondes des attentats terroristes de juillet 2005 à Londres, le premier ministre britannique Tony Blair a, lui aussi, mentionné le Moyen-Orient, c'est-à-dire le conflit palestinien, parmi les causes de la violence. Il fallut attendre plusieurs jours avant qu'il ne corrige quelque peu sa déclaration en déclarant que le terrorisme résultait d'une idéologie néfaste dont l'Arabie saoudite était une source majeure 6.

La paix au moyen-orient stimulant le terrorisme

Un accord de paix israélo-palestinien, si improbable soit-il, pourrait tout à fait stimuler encore davantage le terrorisme musulman radical dans le monde entier. Les montants aujourd'hui fournis par les bailleurs de fonds musulmans aux terroristes palestiniens pourraient alors être réaffectés dans d'autres pays. Il existe un autre argument en faveur de cette thèse : les islamistes considèrent une paix israélo-palestinienne comme un échec politique. Comme leurs capacités mondiales à provoquer des ravages n'en seraient pas atteintes, ils rechercheraient ailleurs une compensation à leur défaite. Le troisième argument a à voir avec les terroristes palestiniens. En général, lorsqu'un marché terroriste intérieur s'affaiblit, on cherche de nouveaux marchés d'exportation. À l'avenir, de

nombreux terroristes palestiniens –aujourd’hui occupés à des actes criminels près de chez eux – pourraient se redéployer dans le monde comme ils l’ont fait pendant des dizaines d’années avant les accords d’Oslo. Ils pourraient aussi disposer de davantage de temps pour former à nouveau des terroristes de plusieurs pays comme le fit l’OLP lorsqu’elle possédait des bases au Liban avant la guerre de 1982.

L’hypothèse de Moratinos, partagée par nombre d’autres personnes, occulte la nature de l’islam radical, lequel n’a pas pour objectif ultime la paix israélo-palestinienne, mais considère la démocratie occidentale comme un ennemi mortel et une cible privilégiée. Ce dernier point renforce l’idée qu’un accord de paix pourrait devenir pour les islamistes un défi majeur. Ce que l’Occident considère comme un succès politique déterminant, n’aboutirait ainsi à rien tant que les menaces des islamistes continueront à peser.

Les musulmans radicaux sont impliqués dans de nombreux conflits armés du monde, qu’il s’agisse, en Asie du sud-est, du terrorisme contre les chrétiens en Indonésie et aux Philippines ou de celui que subissent les bouddhistes en Thaïlande. Au Soudan, un gouvernement musulman soutient des bandes armées qui perpètrent un génocide contre des centaines de milliers de membres de tribus noires – elles-mêmes musulmanes. En Irak, ceux qui assassinent des musulmans, armés ou civils, sont souvent d’autres musulmans. En Arabie saoudite, des musulmans extrémistes se livrent à des attaques contre des civils. D’autres sont responsables d’attentats terroristes d’envergure contre les États-Unis et l’Europe, par exemple, ceux du 11 septembre à New York et à Washington, ceux de Madrid en mars 2004 et ceux de juillet 2005 à Londres.

Le meurtre de Theo van Gogh dans une rue d’Amsterdam constitue le paradigme d’une menace d’un autre type que font peser les musulmans radicaux sur la société occidentale. Né aux Pays-Bas, l’assassin était, jusqu’à ces dernières années, un modéré, bienveillant dans un centre communautaire. Il a apparemment agi de son propre chef. À la fin de l’année 2004, les services secrets néerlandais (AIVD) indiquèrent qu’il existait dans le pays jusqu’à cinquante mille musulmans extrémistes ou psychologiquement susceptibles de le devenir⁷. Les terroristes responsables de l’attentat-suicide à la bombe à Londres étaient eux aussi des extrémistes musulmans nés et éduqués en Grande-Bretagne.

Ignorer la réalité

De nombreux Européens préfèrent néanmoins toujours ignorer que l’islam radical est un mouvement totalitaire et en partie apocalyptique. Les esprits prudents estiment qu’au moins 5 % des musulmans du monde sont des islamistes. Et leurs sympathisants sont nombreux. Si l’islamisme compte d’autres « succès »

terroristes, un grand nombre de musulmans lui apporteront vraisemblablement leur soutien.

À l'instar du national-socialisme et du communisme, l'islam extrémiste aspire à la domination mondiale. L'Occident a apaisé les nazis et l'a payé très cher. L'Occident a tenu tête aux communistes et a payé un prix relativement faible, bien que ce ne soit pas le cas pour d'autres. Les deux grands régimes communistes en Union soviétique et en Chine n'ont probablement pas assassiné moins de personnes que les Allemands, les Autrichiens et leurs alliés, mais ils l'ont fait dans leur propre sphère d'influence. Plus on apaise des régimes totalitaires, plus le prix à payer est élevé. Plus l'Occident s'accommode de l'islam extrémiste, plus son attitude risque d'intensifier les attentats et d'être interprétée comme un succès par un nombre croissant de musulmans.

Du point de vue d'Israël, l'espoir demeure dans certains pays. Dans l'ensemble, la réaction néerlandaise au meurtre de Van Gogh fut très différente de celle de l'Espagne. Dans son rapport sur les menaces que fait peser l'extrémisme musulman, l'AIVD déclare que les groupes islamiques extrémistes ont pour objectif idéologique majeur de prendre pour cible la vie quotidienne en Occident et de se confronter à une prétendue domination politique, économique et culturelle occidentale⁸. Ce rapport ne tente pas de s'abriter derrière la thèse de ceux qui cherchent à s'évader du réel en affirmant que le problème de l'extrémisme musulman serait atténué, voire disparaîtrait, en cas de signature d'un accord de paix entre Israéliens et Palestiniens⁹.

Rejeter la responsabilité sur les autres

La troisième grande erreur stratégique commise par l'Europe réside dans son attitude à l'égard de l'immigration au cours des dernières décennies. Aujourd'hui encore, nombreux sont ceux qui ne comprennent pas les origines profondes et les conséquences de l'attitude de l'Europe problématique à l'égard d'une petite minorité, les Juifs¹⁰. S'ils avaient compris qu'en dépit de la présence des Juifs sur le continent depuis plus d'un millier d'années, de nombreux Européens les considèrent encore comme « autres », ils auraient réfléchi à la nature et à l'ampleur d'une immigration en grande partie musulmane. Bien que non identiques, les attitudes européennes à l'égard de « l'autre » juif et de « l'autre » musulman sont liées.

L'absence d'autocritique de la part de l'Europe l'a fréquemment conduite à rejeter la responsabilité de ses problèmes sur les autres. L'anti-américanisme si répandu en Europe est l'une de ses manifestations, comme l'est aussi la critique excessive d'Israël¹¹. La réticence à affronter leurs propres erreurs rend les gens plus disposés à en commettre de nouvelles.

D'une histoire d'un millier d'années de discrimination omniprésente et de meurtre des Juifs, l'Europe a appris sur elle-même bien moins que ne le prétendent nombre de ses citoyens. Après la Seconde Guerre mondiale, la plupart des pays libérés des occupants allemands/autrichiens, ont élaboré des mythes sur leur comportement pendant la guerre. L'un d'eux a consisté à amplifier l'importance de leur résistance nationale au régime nazi.

Pour comprendre la nature problématique de l'attitude continue de l'Europe à l'égard des Juifs, il ne faut pas nécessairement porter ses regards sur l'Allemagne. Pendant la guerre, les nazis comptèrent de nombreux collaborateurs dans les différents pays européens qu'ils occupaient. Dans les années qui suivirent la Seconde Guerre mondiale, les gouvernements démocratiques d'Europe perpétuèrent de diverses manières les discriminations à l'encontre des Juifs¹².

La Norvège démocratique d'après-guerre en offre un exemple poussé à l'extrême¹³. Les négociations sur les restitutions de la dernière décennie ont également mis à jour de nombreux exemples de la façon dont d'autres hommes politiques démocratiques de l'Europe d'après-guerre maltraitèrent les Juifs¹⁴. On sait peu cependant qu'en Europe, de nombreux « démocrates » opposants aux nazis ne souhaitaient pas non plus que les Juifs reviennent en citoyens égaux dans leur pays après la guerre¹⁵.

L'incapacité d'intégrer

Une attitude plus réaliste sur la question de l'immigration musulmane aurait nécessité de prendre en compte le fait que l'Europe s'était montrée incapable d'intégrer complètement environ 1 % de sa population sur une période de plusieurs siècles, malgré le désir de nombreux Juifs de s'assimiler entièrement ou de s'intégrer en conservant leur spécificité sans toutefois chercher à imposer à toute la société.

Si les dirigeants européens avaient mieux compris la « condition juive » dans leurs pays respectifs, ils auraient su en effet juger ce que leur attitude tendancieuse à l'égard des Juifs révélait de leur culture et de leur état d'esprit. Bien au contraire, le mythe selon lequel l'Union européenne était une entité multiculturelle, charitable et humaniste, composée de sociétés où règnent la justice et le droit se répandit.

Dans cet état d'esprit, l'Europe occidentale a laissé immigrer plusieurs dizaines de millions de musulmans en quelques décennies. Bon nombre sont bien plus étrangers à la culture européenne que ne l'étaient les Juifs. Bon nombre aussi sont loin de vouloir s'intégrer. Un petit nombre aspire au renversement par la violence de sociétés qui les ont accueillis, pour les remplacer

par une société islamique. Certains, comme les auteurs d'attentats-suicides qui se sont fait exploser à Londres, sont prêts à sacrifier leur vie dans ce but.

L'intégration totale d'immigrants est souvent un processus d'adaptation se déroulant sur plusieurs générations. Le fait qu'il ne se produise pas en une seule génération ne doit pas nécessairement être considéré comme un dysfonctionnement de la société d'accueil ou des immigrants. C'est un échec dramatique cependant lorsqu'une part considérable des immigrants de la deuxième ou de la troisième génération s'avèrent être plus problématiques que ceux de la première¹⁶.

Non seulement, on assiste à d'importants phénomènes de radicalisation parmi les musulmans européens de la deuxième et de la troisième génération, et peu d'analystes s'attendent, à l'avenir, à un déclin du nombre de personnes subissant l'influence de l'islam radical.

La cible juive

Les Juifs furent les premiers à ressentir les conséquences de cette grande erreur politique. L'immense majorité des actes antisémites violents en Europe sont perpétrés par des jeunes issus des communautés musulmanes immigrantes, souvent, mais pas exclusivement, d'Afrique du Nord. En clair, si politiquement incorrect que ce soit : sans la grande immigration musulmane, le nombre d'agressions violentes perpétrées à l'encontre des Juifs en Europe eut été bien plus réduit. Tout comme les actes d'intimidation.

Les gouvernements européens ne peuvent l'admettre sans réserve, parce que cela attirerait encore davantage l'attention sur leur éventuelle erreur cruciale : avoir laissé pénétrer une immigration aussi importante, en partie hostile. L'Europe ne peut non plus l'admettre totalement parce que les partis politiques ont besoin des voix de ces populations lors des élections. L'immigration musulmane de masse en Europe a exercé un impact extrêmement négatif, aussi bien sur les relations israélo-européennes que sur le contexte ambiant des communautés juives.

Cela se manifeste de plusieurs façons. En ce qui concerne les relations israélo-européennes, l'attitude négative envers Israël est devenue un instrument servant à attirer les voix musulmanes dans les campagnes électorales. On se souvient de la fameuse recommandation du conseiller du parti socialiste, Pascal Boniface, suggérant à son parti d'adopter une position encore plus pro-palestinienne pour attirer les électeurs musulmans.

Le désir de ne pas s'aliéner d'éventuels électeurs musulmans lors des élections présidentielles françaises de 2002 a également exercé un impact sur les Juifs du pays. En dépit des agressions répétitives perpétrées contre des Juifs au

cours des nombreux mois précédents, le gouvernement, comme le président Jacques Chirac, ont tenté pendant longtemps de cacher au public ce phénomène et ses aspects racistes. Exemples convaincants à l'appui, Shmuel Trigano a montré que la communauté juive fut priée par le gouvernement socialiste de ne pas donner trop de publicité à la recrudescence des agressions antijuives afin de ne pas jeter « de l'huile sur le feu ». Il ajoute que, jusqu'à aujourd'hui, les Juifs « ... se souviennent toujours des propos d'Hubert Védrine, l'ancien ministre socialiste des Affaires étrangères, répétés depuis sous diverses formes par un certain nombre d'hommes politiques : "il n'y a pas forcément à être choqué [du fait] que de jeunes Français issus de l'immigration éprouvent de la compassion pour les Palestiniens et soient dans tous leurs états en voyant ce qui se passe ¹⁷". »

À la fin de l'année 2004, Mike O'Brien, ministre britannique de l'Énergie et député travailliste, écrivit dans le *Muslim Weekly* : « Lorsque Américains et Israéliens refusaient de négocier avec Yasser Arafat, Tony Blair m'envoya rapidement, en tant que ministre des Affaires étrangères, rendre visite à Yasser Arafat à la Moukata à Ramallah pour l'assurer que nous ne l'avions pas abandonné. Le message de Tony était clair : nous travaillerons avec le chef élu des Palestiniens, même si les Américains ne le font pas. Sur la question de l'élimination des dirigeants du Hamas, Jack Straw, ministre des Affaires étrangères, fut le premier homme politique occidental à condamner les actes d'Israël ¹⁸. »

L'historien belge Joël Kotek affirme : « Les hommes politiques belges poussent à l'extrême leur antisionisme, parce qu'ils estiment qu'ainsi, outre le fait d'obtenir des voix, ils peuvent aussi acheter la paix de la société avec les musulmans. » Il mentionne également le fait que, par opportunisme, les hommes politiques nient l'antisémitisme musulman : « L'actuel dirigeant des socialistes wallons, Elio di Rupo, est... plongé dans la vague pro-arabe. Jusque dernièrement, il niait qu'il existe un antisémitisme arabe, non parce qu'il le croyait, mais parce qu'il estimait que cela l'aiderait à demeurer au pouvoir ¹⁹. »

L'hostilité musulmane

En ce qui concerne les Juifs dans leur environnement européen, la présence musulmane croissante est responsable d'une grande partie des agressions verbales et physiques à leur encontre. On trouve dans cette communauté d'immigrants un nombre considérable de personnes animées d'un racisme farouche. Ce phénomène est confirmé par les experts de nombreux pays. L'historien Georges Bensoussan écrit qu'en 2002, sur 77 personnes arrêtées pour violence antijuive en France, 55, soit environ 75 %, étaient d'origine maghrébine. Dans

ses publications, il fournit les détails de nombreuses agressions perpétrées contre des enfants juifs par des enfants musulmans dans les écoles françaises ²⁰.

Le CIDI, organisation juive de défense aux Pays-Bas, rapporte à propos des agressions perpétrées contre des Juifs dans ce pays : « Un nombre considérable d'agresseurs sont d'origine nord-africaine. En 2003, lors des incidents au cours desquels la victime considérait avoir reconnu l'agresseur, il était mentionné dans 43,5 % des cas qu'ils étaient d'origine nord-africaine. Il faut en outre souligner que, souvent, les plaintes reçues ne mentionne pas l'origine des agresseurs ²¹. » Les musulmans représentent environ 6 % de la population néerlandaise. Les Nord-africains – principalement des Marocains – représentent environ le tiers de cette communauté, soit 2 % de la population totale.

Kotek précise qu'en Belgique, s'est produit « une explosion d'actes antisémites, de violences physiques et autres, perpétrés par des adolescents, principalement d'origine nord-africaine ²². » L'historien Arthur Arnheim écrit à propos du Danemark qu'à partir des années 1990, des groupes et organisations constitués par des musulmans extrémistes ont présenté une grave menace pour la communauté juive danoise. Il mentionne notamment une affiche anonyme en arabe apposée dans un collège de Copenhague promettant une récompense de 35 000 dollars à quiconque tuerait un Juif. Au cours de l'automne 2002, un chef de l'organisation, Hizb-ut-Tabrir fut traduit en justice parce qu'il avait appelé à l'assassinat des Juifs ²³.

Une étude sur l'antisémitisme arabe et musulman en Suède, réalisée en 2003 à la demande du Comité suédois contre l'antisémitisme, a montré que « ces dernières années, les responsables de la sécurité dans les communautés juives de Suède ont enregistré une nette augmentation des incidents faisant intervenir des musulmans harcelant, menaçant ou agressant des Juifs en Suède, et il existe un lien évident entre le conflit du Moyen-Orient et la recrudescence mondiale de l'antisémitisme ²⁴. »

Cette étude conclut que l'antisémitisme arabe et musulman en Suède, « à la différence de l'antisémitisme qui s'exprimait traditionnellement dans les milieux nazis, n'est en aucune façon mentionné ou mis en relief dans le débat public. Il est, au contraire, activement étouffé, excusé, voire nié dans les médias et par l'establishment politique, universitaire et intellectuel ²⁵. »

L'impact sur la religion et sur la mémoire de la Shoah

Par ailleurs, l'absence d'intégration de nombreux musulmans dans les sociétés européennes et leur agressivité a conduit à des mesures politiques et des propositions qui affectent également la libre expression des Juifs. Le port de

la kippa n'a jamais posé problème dans les écoles françaises. L'interdiction du port du voile dans les écoles a cependant conduit également à l'interdiction du port de la kippa.

Les attaques d'hommes politiques néerlandais contre l'existence d'écoles réservées aux musulmans risquent de mettre en péril l'existence des écoles juives. Ayaan Hirsi Ali, député du parti libéral néerlandais, a critiqué la circoncision des musulmans, ce qui soulève des doutes également sur la circoncision des Juifs. Aux Pays-Bas, après le meurtre de Van Gogh, un imam a fait l'objet de critiques acerbes pour avoir refusé de serrer la main d'une femme, membre du gouvernement, ce qui pose la question de savoir ce que doivent faire certains rabbins lorsqu'ils rencontrent des femmes. L'abattage rituel fait de nouveau problème dans certains pays européens en partie à cause des problèmes causés par l'abattage rituel musulman.

Certains milieux musulmans mettent également en péril le souvenir et la commémoration de la Shoah. Dans de nombreuses écoles de divers pays, des enseignants rapportent qu'il est pratiquement impossible de faire cours sur le thème de la Shoah par suite de la violente opposition d'élèves musulmans. Le 4 mai 2003 – journée nationale du souvenir des victimes de la Seconde Guerre mondiale – plusieurs cérémonies commémoratives ont été perturbées à Amsterdam. Au cours de l'une d'elles, des jeunes Marocains ont crié « Il faut tuer les Juifs », une vingtaine de fois pendant les deux minutes de silence à la mémoire des victimes ²⁶.

Les problèmes dépassent largement le cadre du comportement de hooligans musulmans ou d'individus marginaux. En 2004, le principal groupe islamique du Royaume-Uni, le Conseil musulman de Grande-Bretagne, a refusé d'assister à la commémoration du camp de la mort d'Auschwitz. À cette occasion, son porte-parole Inayat Bunglawala a développé l'idée fallacieuse qu'Israël avait perpétré des meurtres en masse de Palestiniens ²⁷.

Il a commodément gardé le silence sur le principal dirigeant arabe d'avant-guerre, Hadj Amin el-Husseini, collaborateur nazi notoire. Bunglawala n'a pas non plus mentionné le fait qu'avant la guerre, si les Arabes de Palestine – ils ne se considéraient pas alors comme Palestiniens – en avaient eu les moyens, ils auraient de bon cœur perpétré un génocide des Juifs.

Un autre grand dirigeant palestinien d'avant-guerre, Ragheb bey el-Nashashibi, maire de Jérusalem, était considéré comme un modéré. Vers 1930, il reçut l'écrivain français non juif Albert Londres et justifia le meurtre de civils juifs, y compris les vieillards. Au cours d'une autre rencontre, Nashashibi déclara à A. Londres qu'il suffirait de deux jours pour tuer les 150 000 Juifs vivant dans la Palestine mandataire ²⁸.

Les conclusions d'Israël

De l'ampleur des trois grandes erreurs stratégiques de l'Europe d'après-guerre, on peut tirer un certain nombre de conclusions concernant Israël. La première, c'est qu'il est dangereux pour Israël d'accepter les points de vue européens dans ses négociations avec les Palestiniens. Les Européens sont demeurés très en deçà de leurs capacités en ce qui concerne leur propre défense et ont été incapables d'empêcher des meurtres en masse en Yougoslavie. C'est là un puissant indice que d'éventuelles garanties européennes pour la sécurité d'Israël seraient, en grande partie, dénuées de valeur.

En second lieu, l'excessive dépendance à l'égard du pétrole arabe a créé dans le gouvernement européen un besoin démesuré d'apaiser les exigences arabes. Même aujourd'hui, les efforts investis par l'Europe dans les énergies de substitution et les programmes d'économies d'énergie sont très en deçà de ce qui serait nécessaire et possible. Cette réalité conduit, elle aussi, à la conclusion que, dans toute négociation de paix, Israël devrait maintenir l'UE dans un rôle aussi réduit que possible.

Enfin, avec l'immigration en masse de musulmans dont une partie se radicalise et une autre partie considérable est piètrement intégrée, l'Europe s'est créé un problème majeur. N'ayant pas été capable de prendre soin de ses propres intérêts cruciaux, comment peut-on attendre des Européens qu'ils adoptent à l'égard d'Israël une attitude responsable en matière de sécurité de l'État juif ?

notes

1. Efraim Zuroff, « Sweden's Refusal to Prosecute Nazi War Criminals – 1986-2002 », *Jewish Political Studies Review*, Vol. 14, n° 3-4, 2002, pp. 85-119.
2. Frank Poorthuis, « Borst : Paars l vreesde wel voor leven Moslimmannen », *de Volkskrant*, 18 avril 2002 [en néerlandais]. Steven Derix et Floris van Straaten, « De situatie in Srebrenica was als oorlog te zien », *NRC Handelsblad*, 21 novembre 2002 [en néerlandais].
3. Manfred Gerstenfeld, « Srebrenica : The Dutch Sabra and Shatilla », *Jerusalem Viewpoints*, n° 458, 15 juillet 2001.
4. Jean-Christophe Ruffin, « Chantier sur la Lutte contre le Racisme et l'antisémitisme », ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure, et des libertés locales, p. 30, octobre 2004.
5. « Spanish official pushes for Mideast solution », *USA Today*, 28 mars 2005.
6. Dore Gold, « After the London Bombings : Blair's Israeli-Palestinian Detour from the Real Root Causes of Terrorism », *Jerusalem Viewpoints*, n° 534, 1^{er} septembre 2005.
7. « Van dawa tot jihad. De diverse dreigingen van de radicale islam tegen de democratische rechtsorde », Ministerie van Binnenlandse Zaken en Koninkrijksrelaties, 2004 [en néerlandais].

8. *Ibid.*

9. Manfred Gerstenfeld, « Radical Islam in The Netherlands : A Case Study of a Failed European Policy », *Jerusalem Issue Brief*, vol. 4, n° 14, 2 janvier 2005.

10. Manfred Gerstenfeld, « The Deep Roots of Anti-Semitism in European Society », *Jewish Political Studies Review*, pp. 3-46.

11. Manfred Gerstenfeld, Interview d'Andrei Markovits, « European Anti-Americanism and Anti-Semitism : Similarities and Differences » in *Israel and Europe : An Expanding Abyss*, Jérusalem, Jerusalem Center for Public Affairs, Fondation Konrad Adenauer, 2005, pp. 125-142.

12. Manfred Gerstenfeld, *Europe's Crumbling Myths : The Post-Holocaust Origins of Today's Anti-Semitism*, Jérusalem, Jerusalem Center for Public Affairs, 2003.

13. *Idem*, pp 64-66.

14. *Ibidem*.

15. Manfred Gerstenfeld, interview de David Bankier, « Wartime Views on Jews in Post-War Europe : A Cool Reception at Best », *Europe's Crumbling Myths : The Post-Holocaust Origins of Today's Anti-Semitism*, pp. 93-101.

16. Morton Weinfeld, « The Integration of Jewish Immigrants in Montreal : Models and Dilemmas of Ethic Match », « Still Moving : Recent Jewish Migration in Comparative Perspective », sous la direction de Daniel. J. Elazar et Morton Weinfeld, pp.285-296, New Jersey, Transaction Publishers, 2000.

17. Manfred Gerstenfeld, interview de Shmuel Trigano, « French Anti-Semitism : A Barometer for Gauging Society's Perverseness », *Post-Holocaust and Anti-Semitism*, n° 26, 1^{er} novembre 2004.

18. Mike O'Brien, « Labour and British Muslims : Can we dream the same dream ? » *The Muslim Weekly*, 14-20 décembre 2004.

19. Manfred Gerstenfeld, interview de Joël Kotek, anti-Zionism in Belgium – The Country's Civil Religion that Reflects the New Anti-Semitism, *Post-Holocaust and Anti-Semitism*, n° 29, 1^{er} février 2005.

20. Georges Bensoussan, « Antisemitism in French Schools : Turmoil of a Republic », *Analysis of Current Trends in Anti-Semitism*, n° 24, Jérusalem, Université hébraïque, 2004, p. 37.

21. www.cidi.nl/

22. Manfred Gerstenfeld, interview de Joël Kotek, *Post-Holocaust and Anti-Semitism*, n° 29, 1^{er} février 2005.

23. Arthur Arnheim, « Anti-Semitism after the Holocaust – Also in Denmark », pp. 151-159, *Jewish Political Studies Review*, volume 15, automne 2003.

24. Mikael Tossavainen, *Det förnekade hatet–Antisemitism bland araber och muslimer i Sverige* *Författare*, Stockholm : Svenska Kommittén Mot Antisemitism, 2003, p. 43 [en suédois].

25. *Op. cité*, pp. 43-44.

26. « Allochtonen verstoren herdenking vierde mei », *Het Parool*, 8 mai 2003 [en néerlandais].

27. « British Muslims to miss Holocaust Memory », *Haaretz*, 25 janvier 2005.

28. Albert Londres, *Le Juif errant est arrivé*, Paris, Arléa, 1997, p. 209.